

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°256 DU 26 DECEMBRE 2022 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

Interview

Dialogue inter-guinéen Faya Millimono accuse l'ANAD, RPG et le FNDC politique de promouvoir l'exclusion



Édito à vue d'Aigle

Des interrogations autour du cadre de dialogue

Le mercredi 21 décembre 2022, le Palais Mohammed V a servi de cadre à la cérémonie de remise du rapport issu des travaux du cadre de dialogue inter-guinéen institué par décret présidentiel. Lesdits travaux, on le sait, se sont déroulés du 24 novembre au 20 décembre 2022 dans un hôtel de Conakry... P2

CONCLUSIONS DU CADRE DE DIALOGUE

P.02



« Ce rapport n'incombe pas au FNDC » (Mamadi Onivogui, Elazogola)

FODÉ OUSSOU FOFANA, VICE-PRÉSIDENT DE L'UFDG P.4



« Il n'y aura pas d'élections sans nous »

ME YOMBA À PROPOS DE DADIS P.5



« J'ai demandé à Me Lancinet de l'asphyxier pour que je l'achève moi-même »

Conclusions du cadre de dialogue

« Nous allons continuer à se parler » (Colonel Mamadi Doumbouya) P.5

Cadre de dialogue inter-guinéen

Le regard critique du Forum des Forces sociales sur le rapport final P.6

Maison centrale de Conakry

Le RPG Arc-en-ciel demande l'évacuation de Damaro P.6

Édito à vue d'aigle



Des interrogations autour du cadre de dialogue

Le mercredi 21 décembre 2022, le Palais Mohammed V a servi de cadre à la cérémonie de remise du rapport issu des travaux du cadre de dialogue inter-guinéen institué par décret présidentiel. Lesdits travaux, on le sait, se sont déroulés du 24 novembre au 20 décembre 2022 dans un hôtel de Conakry. À l'exception de l'ANAD, du FNDC politique et du RPG Arc-en-ciel et alliés, toutes les coalitions politiques du pays y ont pris part, tout comme l'essentiel des organisations de la société civile.

C'était en présence du Premier ministre, Dr Bernard Goumou, des trois facilitatrices (Dr Makalé Traoré, Hadja Aïcha Bah, Mme Guilaos Joséphine Leno) et de nombreux invités de marque.

Le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a mis l'occasion à profit pour faire passer un message allant dans le sens du renforcement de l'unité nationale et de la conduite apaisée de la transition pour un retour à l'ordre

constitutionnel au bout de 24 mois. Il a tenu à remercier toutes les coalitions politiques et plateformes de la société civile qui ont bien voulu prendre part à ce dialogue pour discuter des problèmes auxquels les Guinéens sont confrontés.

« Je voudrais tout simplement remercier tous les participants et tous ceux qui sont ici et ailleurs pour la tenue du dialogue inter-guinéen. Sincèrement, je crois à la divergence des idées, ce qui nous permet de nous améliorer et d'avancer. Je voudrais qu'une fois qu'on mette en avant l'intérêt de notre pays et nous nous battons pour ça. Et nous sommes convaincus que nous conduirons cette transition pour permettre aux futurs dirigeants de notre pays d'avoir un pays assaini, un pays qui, avec ses réalités, s'assume. Je voudrais donc remercier ces trois (3) dames qui ont tout fait pour nous emmener à ce niveau. Nous allons continuer à nous parler et à dialoguer », a déclaré le tombeur d'Alpha Condé, le colonel Mamadi Doumbouya.

Mais si les autorités de la transition, les facilitatrices et les acteurs sociopolitiques ayant pris part aux travaux se réjouissent de la tenue de ce dialogue inter-guinéen, les partis politiques qui composent l'Inter-coalition ANAD-FNDC politique-RPG Arc-en-ciel et Alliés disent à qui veut l'entendre qu'ils ne sont nullement concernés par ce qu'ils considèrent comme un séminaire. Et l'absence du médiateur de la CEDEAO à la cérémonie de remise du rapport final au chef de l'Etat amène bon nombre d'observateurs à se poser des questions sur la légitimité de ce dialogue qui s'est tenu sans les trois poids lourds de la scène politique guinéenne et leurs alliés. Il s'agit en effet du RPG Arc-en-ciel (ancien parti au pouvoir), de l'UFDG de Cellou Dalein Diallo et de l'UFR de Sidya Touré. La communauté internationale va-t-elle exiger de Conakry un autre dialogue avec la participation effective du trio ANAD-FNDC politique-RPG Arc-en-ciel et Alliés ? Attendons de voir...

Kéfina Diakité

CONCLUSIONS DU CADRE DE DIALOGUE

« Ce rapport n'incombe pas au FNDC » (Mamadi Onivogui, Elazogola)

Le mercredi dernier, le rapport sur les résolutions du cadre de dialogue a été remis au président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya au palais Roi Mohammed V de Kaloum. Ce, en présence du chef du gouvernement, des ministres, des trois facilitatrices, des leaders politiques et des acteurs de la société civile.



Interrogé jeudi par l'Aigleinfos, Mamadi Onivogui, membre du FNDC, a laissé entendre que « c'est une façon de perdre du temps ». « Tous les Guinéens, africains et tous ceux qui sont du monde entier savent que l'essentiel d'une transition, c'est le retour rapide à l'ordre constitutionnel. Les autres sont des accessoires. Donc, depuis que le CNRD est là, tant qu'il n'y a pas d'activités allant dans le sens du retour rapide à l'ordre constitutionnel, tout ce qu'ils font, c'est pour amuser la galerie ; c'est une façon de perdre du temps à leur avantage et non à l'avantage du peuple », a-t-il estimé.

Sur le contenu du rapport issu de ce cadre de dialogue, le coordinateur du mouvement Elazogola indique que cela ne leur

incombe aucunement pas. « Nous disons que ce rapport n'incombe ni au FNDC, ni au trio. Donc, je pense que dans les jours qui viennent, lorsque le FNDC déclenchera les actions urgentes, le vrai dialogue va commencer... Car, dans deux semaines, les activités du FNDC vont reprendre. Donc, le vrai dialogue que nous voulons va commencer pour le retour à l'ordre constitutionnel », a-t-il annoncé.

Et de conclure : « cette fois-ci, la pression sera tellement grande qu'ils ne pourront pas s'en sortir sauf le retour à l'ordre constitutionnel. Sans cela, nous n'allons pas lâcher quelles que soient les manières. Donc, pour nous, ils amusent la galerie. Tout ce qu'ils font là, c'est de l'amusement. Les choses sérieuses vont commencer à partir du nouvel an ».

Mamadou Saidou Barry

Lire L'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

L'Aigle Infos

Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2 Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com - tél. (+224) 621935388

Administrateur Général & Directeur de Publication

Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité
Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Rédacteur en Chef Secrétaire Général de la Rédaction

Ali Badara Condé

Comité de Rédaction

Ali Badara Condé, Sammuël M'Bemba, Samory Kéita, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Mamadou Saidou Barry, Mohamed Lamine Camara, Mamoudou Diakité

Service Commercial, Marketing, Abonnement,

Annonces et Pub

Mohamed Lamine Camara
654 75 56 50

Imprimeur

Arbaba Barry
628463493

Imprimerie

Le Scribe

Distribution

L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page

Mohamed Lamine Camara

Chargé de l'Impression et de la Distribution

Mohamed Camara

Edité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

DIALOGUE INTER-GUINÉEN

Faya Millimono accuse l'ANAD, RPG et le FNDC politique de promouvoir l'exclusion

L'exigence de la CEDEAO de démarrer la transition, la délocalisation du cadre de dialogue, le retrait d'une dizaine de coalitions du cadre de dialogue et l'élaboration de la nouvelle constitution ont été les sujets abordés avec le président du Bloc Libéral (BL) Faya Millimono dans une interview qu'il a accordée à l'Aigleinfos.

L'Aigleinfos : La CEDEAO, à travers un communiqué, a demandé au CNRD de commencer maintenant sa transition. Quelle est votre réaction ?

Faya Millimono : Commencer maintenant ou en janvier, ça revient à la même chose. C'est pourquoi, lorsque les experts de la CEDEAO et guinéens ont négocié ensemble avaient fait polémique par rapport à la date du début de ce chronogramme. Moi j'avais vu que tout ne pouvait commencer qu'à partir du mois de janvier 2023. Nous ne sommes qu'à trois semaines. Donc le caractère immédiat du début de la mise en œuvre de ce calendrier ne sera pas compromis si à partir du 01 janvier 2023 nous commençons la mise en œuvre.

L'Aigleinfos : Les chefs d'État ont émis le souhait que le dialogue inter-guinéen se tienne hors du territoire guinéen. Qu'en pensez-vous ?

Faya Millimono : Je crois que ce n'est pas nécessaire. Parce que la Guinée n'est pas en guerre pour dire que faire le dialogue à Conakry, il y aurait des problèmes de sécurité. Parmi tous les acteurs qui pourraient être intéressés à travers eux-mêmes ou leur représentant d'être autour de la table, il n'y en a pas qu'on peut dire qu'ils sont menacés à Conakry. Donc ces deux conditions n'étant donc pas remplies, on pourrait dire que ce n'est pas nécessaire de procéder à la délocalisation. La délocalisation pourrait avoir un certain nombre de problèmes. Premièrement, qui va prendre en charge les frais ? Si tous les acteurs, même si on dit chaque coalition, envoie une personne qui va prendre en charge les frais ? Est-ce que c'est la CEDEAO, est-ce que c'est la Guinée ? Encore



que ce n'est même pas nécessaire d'y penser parce que ce pays-là, il faut que nous apprenions à nous faire confiance entre nous. Il faut que nous apprenions à nous ouvrir les uns aux autres. Il faut que nous apprenions à dire qu'on n'a pas toujours obtenu les meilleurs résultats parce que la médiation a été faite par un étranger. Tant aussi longtemps que nous ne le faisons pas, dans notre esprit on n'est pas encore indépendant. Parce qu'on est en train tellement de grossir ou exagérer la crise de confiance entre les Guinéens, qu'en 2010 on était obligé d'acheter un Malien. Est-ce qu'il a fait mieux ce qu'un Guinéen n'aurait pas été capable de faire ? Je ne crois pas. C'est-à-dire ça blesse un peu mon amour-propre que de penser que pour résoudre un problème entre les Guinéens qu'il faille obligatoirement avoir un étranger pour venir les amener à être autour de la table ensemble et qu'il faille quitter le territoire national pour le faire à l'étranger. Il n'y a aucune valeur ajoutée à cela. Parce qu'en 2010, la plupart des négociations ont été faites en dehors de la Guinée. Il y a eu Abuja, et à Ouagadougou, mais à quoi tout cela nous a amenés ? D'abord à l'imposition de la volonté de la communauté

internationale qui n'a pris en compte aucune réalité guinéenne. (...) Est-ce qu'on va encore se soumettre au diktat de la communauté internationale qui aura encore son agenda ? Il faut qu'on se dise la vérité. La CEDEAO n'a aucune indépendance. Elle dépend des puissances qui sont en train de jouer chacune selon son intérêt. Je crois que la Guinée ne peut pas se soumettre à cela. Nous pouvons en Guinée ici nous asseoir autour de la table, nous faire mutuellement confiance et ouvrir chacun son esprit vis à vis de l'autre et surtout accepter de se respecter mutuellement. Si nous le réussissons, nous pourrions vite parler de l'avenir de la Guinée et en Guinée ici.

L'Aigleinfos : Ne pensez-vous pas que les plus grandes coalitions composées de l'ANAD, du RPG et du FNDC politique ont eu raison de ne pas participer à ce dialogue ?

Faya Millimono : Ils ont eu tort de le faire. Parce que tout ce qui vous concerne qui se construit en votre absence sera d'une manière ou d'une autre fait contre vous. Les trois coalitions devaient développer l'intelligence politique pour ne pas se faire compter l'histoire de ce

dialogue. Encore une fois, dans le cadre d'une construction ou d'une refondation, ce n'est pas trop le poids que les gens veulent mettre de l'avant. Encore que c'est hypothétique parce que ce n'est pas de mathématique que de dire que la logique veut que si j'ai gagné hier, je gagnerai demain et après-demain. Ça, ce n'est pas vrai en politique. Parce que ce sont des opinions qui peuvent changer selon les contextes. Donc c'est la pertinence des idées que chacun puisse apporter autour de la table qui peut nous permettre d'avancer. Et là ce n'est pas parce qu'un parti politique peut sortir un million de personnes à la fois qu'il veut avoir les meilleures idées. Donc dans le cadre de la construction, de fondation d'une République, il n'y a pas une situation où quelqu'un peut être considéré suffisamment petit pour ne pas avoir le droit de parler. Donc les trois coalitions, je considère qu'elles sont en train de procéder par arrogance. Ce sont eux qui sont en train de promouvoir l'exclusion. Pendant que tous les autres sont en train de garder leur mal en patience, d'inviter le Premier ministre et les facilitatrices à faire tout pour que les trois viennent autour de la table, tous les jours ils

disent dans les médias, ils sont insignifiants. Ils disent tous ceux qui sont là, ne constituent que 5%. C'est la base de quelle unité de mesure, ils peuvent aujourd'hui dire que 99% des Guinéens sont derrière eux ? C'est arrogant. Et c'est quelque chose qu'ils vont payer très cher. Parce qu'ils se réveilleront à la fin de ce processus et ils vont dépérir comme la neige sous le soleil. Parce qu'ils dégonfleront et ça se sera trop tard.

L'Aigleinfos : Une dizaine de coalitions politiques et de la Société civile ont suspendu leur participation au cadre du dialogue. Est-ce que c'est le cas de votre coalition ?

Faya Millimono : Ce n'est pas le cas de notre coalition. En fait, il y a eu des échanges qui ont été faits entre les différentes coalitions dont la coalition que je préside. Les gens sont allés trop vite en besogne. En pareille circonstance, les gens qui sont autour de la table sont mandatés par les coalitions. S'il y a un problème, la logique veut que chacun revienne dans sa coalition pour que les problèmes si on n'a pas pu les résoudre fassent l'objet d'analyse dans les coalitions pour permettre aux coalitions de prendre des positions en toute connaissance de cause. Mais le constat qui a été fait est qu'il y a un premier constat de représentativité. Pendant que toutes les autres coalitions et plateformes de la société civile sont représentées dans les groupes thématiques par deux personnes au total, il y a un organe qui est représenté par plus de neuf personnes. Ça a été vu comme suspect. Donc ils nous ont posé ce problème. Ils ont également posé ce problème d'une discussion préalable avant la plénière

DIALOGUE INTER-GUINÉEN

Faya Millimono accuse l'ANAD, RPG et le FNDC politique de promouvoir l'exclusion

pour dire qu'elle va être le mode de prise de décision, au cas où il y a divergence sur une recommandation. S'il y a un vote, quelle sera la pondération pour chaque groupe. S'ils ont identifié le problème, ils devaient le poser et accepter de discuter, s'entendre pour permettre au cadre de dialogue de continuer de prendre toute suite la décision de sortir du cadre de dialogue. Je trouve que ceux qui ont arrêté de participer à cause de ces problèmes qui ont été soulevés sont allés trop vite en besogne.

L'Aigleinfos : Est-ce que vous trouvez normal de suspendre leur participation à quelques jours de la fin de ce dialogue ?

Faya Millimono : Je ne trouve pas qu'ils aient raison. Parce qu'en matière

de négociation, c'est toujours des va- et-vient. Donc si vous venez autour de la table, dans le sens de discuter en vue d'un consensus qui ait un sens, à un moment donné, il faut privilégier le débat, garder sa patience. Parce que si toute suite vous claquez la porte, soit vous avez trouvé qu'il y a un mur, personne ne veut vous entendre. Moi j'ai eu à quitter la table de négociation à des moments donnés, mais c'est quand je me suis retrouvé dans l'impuissance de faire comprendre aux gens que ce qui est en train d'être fait ce n'est pas normal.

L'Aigleinfos : Le point concernant l'élaboration de la nouvelle constitution a été écarté dans le cadre du dialogue. Qu'en pensez-vous ?

Faya Millimono : Je crois

qu'il faut trouver un mécanisme beaucoup plus pertinent qui permette aux Guinéens d'engager un débat par exemple. Lorsque la discussion a commencé au CNT, il a été annoncé qu'il serait un débat d'orientation constitutionnelle. Ce débat permet aux uns et aux autres de s'exprimer sur le contenu éventuel de la constitution à élaborer. Je crois que s'ils ont décidé de l'écarté c'est en tenant compte de ce débat d'orientation constitutionnelle qui est annoncé. C'est plutôt le fait qu'on n'ait pas traité la question sur l'organe de gestion des élections dans le cadre de dialogue que je n'approuve pas.

L'Aigleinfos : Votre mot de la fin ?

Faya Millimono : C'est vraiment dire d'abord à nos

collègues des partis politiques notamment ceux qui ont boudé le cadre de dialogue et qu'ils essayent laborieusement de vendre l'idée qu'on est en train de les exclure, alors eux-mêmes ont choisi de ne pas être autour de la table, je les invite à reconsidérer leur position. S'ils ne font pas, leur contribution qui aurait été précieuse va manquer à ce cadre de dialogue, mais ça ne va pas empêcher la marche de la République de continuer. Et donc c'est à eux de savoir faire un réajustement de leurs ambitions en matière pour revenir aux meilleurs sentiments et travailler à être autour de la table. Par rapport aux organisateurs, que ce soit le Premier ministre, les facilitatrices et autres, je crois qu'il est dans l'intérêt de tout le monde de créer un cadre du travail serein. C'est-à-dire que les

participants gardent leur sérénité, tout leur esprit critique, que les organisateurs gardent leur sérénité et soient ouverts aux suggestions ou aux débats qui peuvent être créés dans l'analyse des recommandations qui sont sorties des thématiques. Je crois que si chacun fait le meilleur de lui-même, pour se mettre dans une attitude de respect pour l'autre du point de vue de l'autre, je crois que quelque chose de très important pourrait sortir de ce cadre de dialogue et nous permettre d'avancer par rapport à l'agenda de cette période transitoire. En tout cas, j'invite les Guinéens à garder la sérénité, à se faire confiance, à se respecter mutuellement. Donc j'aborde tout ça avec optimisme.

L'interview réalisée par Mamadou Saidou Barry

FODÉ OUSSOU FOFANA, VICE-PRÉSIDENT DE L'UFDG

« Il n'y aura pas d'élections sans nous »

Le 14^{ème} anniversaire de la disparition du feu général Lansana Conté et la prochaine élection présidentielle étaient au menu de l'assemblée générale de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) le samedi 24 décembre 2022. Cette rencontre hebdomadaire qui s'est tenue à son siège à la Minière, dans la commune de Ratoma, a démarré par une minute de silence à la mémoire de l'ancien président guinéen décédé le 22 décembre 2008 après 24 ans au pouvoir.

Plusieurs personnalités se sont rendues à Bouramaya Tanéné dans la préfecture de Dubraka le jeudi dernier pour s'incliner devant la tombe de l'ancien président du CMRN du (3 avril 1984-22 Décembre 2008). Selon Fodé Oussou Fofana, l'UFDG à travers Cellou Dalein Diallo s'est toujours investie dans l'organisation de sacrifice de feu le président Conté : « Nous sommes fiers du général Lansana Conté. Cette année, absent du pays, il a

donné des instructions fermes à la direction nationale du parti de participer. Nous gardons un souvenir du général Conté. Il est le père de l'instauration de la démocratie dans ce pays. C'était un homme sage. Mais ce qu'on ne peut pas oublier, il a défendu la Guinée », s'est réjoui le vice-président de l'UFDG.

Fodé Oussou Fofana s'est exprimé également sur les échéances électorales à venir. Si l'ancien député de



la 8^{ème} législature a invité les militants à se préparer, il a promis aussi qu'aucune élection ne peut se faire en Guinée en l'absence de l'UFDG, dont le seul candidat est Cellou Dalein.

« Il n'y aura pas d'élections sans nous. Mais nous ne venons pas à ces élections seulement. Nous venons pour gagner. Nous ne venons pas à ces élections pour aller au second

tour. Mais c'est pour gagner dès le premier tour », a-t-il conclu.

Mamadou Saidou Barry

Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

ME YOMBA À PROPOS DE DADIS

« J'ai demandé à Me Lancinet de l'asphyxier pour que je l'achève moi-même »

Les débats ont repris le lundi, 19 décembre 2022 dans le procès du massacre du 28 septembre au tribunal criminel de Dixinn, délocalisé à la Cour d'Appel de Conakry. Après une semaine d'interruption pour cause de maladie, le capitaine Moussa Dadis Camara était de nouveau entendu par les parties au procès.



Dès l'entame de son interrogatoire, l'ancien chef de la junte s'est laissé emporter par une colère à la suite d'une question du parquet. Un geste que l'un des conseils du commandant Toumba

Diakité qualifie d'inacceptable. « C'est un homme qui fait sérieusement pitié. Il a refusé d'accepter les conseils qui consistaient à mourir en chef, à finir en chef, il a refusé d'être ce

Moussa Traoré, ce Hussein Habré. Il a voulu avoir la contradiction avec ses subordonnés, mais aussi il est en train de prouver qu'il n'a pas de langage de la vérité, de la décence, même de la courtoisie vis-à-vis du

tribunal. Il avait été conseillé pendant cette semaine de repos ou de repli tactique pour gérer sa voix. Mais vous voyez qu'un singe, il le restera toujours. Un avocat, il continuera toujours d'égratigner. Et, il a fini par disjoncter sous le poids du questionnaire de cette jeune dame procureure » a indiqué Me Paul Yomba Kourouma, qui croit que Dadis Camara a déjà prouvé qu'il était le « chef d'orchestre » des événements du 28 septembre 2009.

« Le procureur Algassimou avec toute sa témérité, sa fermeté dans le calme, dans le respect de l'autre, dans tout ce qu'il y a comme valeurs humaines qu'il procure à autrui, a fini de régler cette affaire. Dadis a répondu à des questions

qui règlent ce problème. Dadis, il en est l'artisan, le concepteur, le préparateur, et c'est lui-même qui devait aller réaliser mais, il a été empêché. Donc, il a fait réaliser ce massacre. Il refuse de faire face aux victimes, à leurs mémoires. Il ne demande même pas pardon en tant que responsable moral. Supposons qu'il soit responsable moral, il dit qu'il ne demandera pardon que les culpabilités seront établies en tant que chef, alors qu'il en est l'ordonnateur. Il nous surprend à plus d'un titre. C'est pourquoi, j'ai demandé à Me Lancinet Sylla de l'agonir, l'asphyxier, mais de ne pas le tuer pour que moi-même je l'achève », a-t-il promis.

Mamadou Saidou Barry

CONCLUSIONS DU CADRE DE DIALOGUE

« Nous allons continuer à se parler » (Colonel Mamadi Doumbouya)

Les trois facilitatrices ont remis officiellement le mercredi 21 décembre 2022, le rapport final du cadre de dialogue inter-guinéen au président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya.

Ouvert le 24 novembre dernier, le cadre du dialogue inter-guinéen a pris fin le 19 décembre 2022. Parmi les 38 coalitions politiques et faïtières de la société civile, trois seulement (ANAD, RPG et FNDC politique, ndlr) n'ont pas pris part à ce dialogue selon la porte-parole des facilitatrices. Dans la salle du palais Mohammed V, toutes les coalitions, à tour de rôle, ont signé le document qui a été remis au chef de l'État. Après les discours du représentant des participants au cadre du dialogue, du ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, de la porte-parole des facilitatrices et du Premier ministre, le colonel Mamadi Doumbouya s'est adressé au public juste après la réception du rapport final.

Le président de la transition soutient que ce cadre qui vient d'être entamé permettra à la Guinée d'aller de l'avant : « Je crois à la divergence des idées. C'est ce qui nous permet de nous améliorer et d'avancer. Je voudrais que pour une fois en mettant en avant l'intérêt de notre pays, nous nous battons pour ça et bien sûr, nous sommes convaincus de conduire cette transition et de permettre aux futurs dirigeants de notre pays d'avoir un pays assaini, un pays digne avec ses réalités et sa survie », a déclaré le colonel Mamadi Doumbouya.

L'absence de la troïka composée de l'ANAD, du RPG Arc-en-ciel et du FNDC politique a été vraisemblablement constatée par le chef de l'État. S'adressant



indirectement à ces trois coalitions qui constituent plus de 80% de l'électorat guinéen lors des élections précédentes, le colonel Mamadi Doumbouya a promis que les Guinéens

continueront à dialoguer. « Nous allons continuer à se parler, à dialoguer », a-t-il indiqué.

Il a également fait quelques pas dans la salle pour saluer les personnalités qui ont

répondu présent avant de quitter la salle sous une ovation du public.

Mamadou Saidou Barry

Maison centrale de Conakry **Le RPG Arc-en-ciel demande l'évacuation de Damaro**

Le samedi 24 décembre 2022, le RPG Arc-en-ciel, a tenu son assemblée générale hebdomadaire à son siège national à Gbessia. C'était sous la présidence du secrétaire général du parti, Dr Saloum Cissé. A travers un communiqué rendu public, l'ancien parti au pouvoir a attiré l'attention de l'opinion nationale et internationale sur l'état de santé des responsables du RPG Arc-en-ciel détenus à la Maison centrale de Coronthie pour des faits présumés de détournement de deniers publics et d'enrichissement illicite.



Mais il faut dire que le cas le plus préoccupant actuellement c'est celui de l'ancien président de l'assemblée nationale, l'honorable Amadou Damaro Camara. À travers un communiqué, le parti a fait part de ses vives préoccupations par rapport à cette situation. Aussi plaide-t-il l'évacuation de cette grande figure du RPG Arc-en-ciel dans une structure spécialisée à l'étranger pour être pris en charge.

Dans ledit communiqué, le parti demande un examen bienveillant des cas de tous les détenus dont les paramètres nécessitent des évacuations, afin de préserver leur santé sans laquelle aucune issue n'est envisageable pour les procédures judiciaires en cours.

« Par ailleurs, le RPG au regard de la fréquence des cas de graves maladies comme celui du Dr Lounceny Nabé,

ancien gouverneur de la Banque Centrale ainsi que le décès par défaut d'évacuation de feu Lounceny Camara, a attiré l'attention des autorités de la transition ainsi que celle de la communauté nationale et internationale sur cette situation qui altère dangereusement la promotion des droits humains », lit-on dans le communiqué. Il est à espérer que cet appel tombera dans des oreilles attentives pour éviter le pire. Il y a quelques mois, l'on s'en souvient, l'ancien président de la CENI, Lounceny Camara, est décédé en détention, plongeant sa famille biologique et politique dans une profonde consternation. Saïkou Yaya Barry, le secrétaire exécutif de l'UFR a lui bénéficié d'une liberté conditionnelle pour aller se faire soigner en Tunisie.

Kéfina Diakité

CADRE DE DIALOGUE INTER-GUINÉEN **Le regard critique du Forum des Forces sociales sur le rapport final**

Dans une déclaration rendue publique le 23 décembre, le Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG) a jeté un regard critique sur le rapport final du cadre de dialogue inter-guinéen qui s'est tenu du 24 novembre au 20 décembre 2022 dans un hôtel de Conakry.

« Le Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG), partant de sa proximité avec les Guinéens dans leur diversité et les enjeux économiques, sociaux, politiques et de coopération dans le contexte actuel du pays, a, à la suite d'une réunion de coordination procédé à une analyse objective du rapport présenté à ce jour du 21 décembre 2022 au Président de la Transition, ainsi que les messages véhiculés à l'occasion de cette présentation.

De cette analyse, le Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG), s'interroge entre autres aspects, sur:

Ø La volonté subtilement affichée dans le rapport, ce malgré le poids de la transition sur le quotidien des Guinéens, de prolonger la transition au-delà des 24 mois de l'accord entre le CNRD et les experts de la CEDEAO, qui se traduit par: (i) le souhait exprimé d'extraire le fichier électoral de l'Etat civil, sachant bien que cela nécessite plus de temps et de ressources surtout dans un contexte d'exception, (ii) l'ouverture préméditée du processus de candidature à l'élection présidentielle jusqu'en fin décembre 2024, ce qui pourrait nous ramener au plus tôt à l'organisation du 1er tour de l'élection présidentielle dans le premier trimestre de 2025, (iii) le fait d'ignorer totalement la recommandation de la CEDEAO qui disait « les 24 mois commencent immédiatement et non à une date ultérieure » dans le rapport de son sommet du 04 décembre 2022;

Ø Le mobile réel de l'interdiction de la candidature indépendante au niveau des élections législatives et l'élection présidentielle, alors que cela n'a jamais posé de problème nulle autre part, au contraire;

Ø L'intérêt et la référence scientifique, constitutionnelle ou conventionnelle du plafonnement de l'âge de candidature à 75 ans pour l'élection présidentielle, qui s'emble être dépourvu d'objectivité ;



Ø Le manque total de communication des autorités autour du coût sur le contribuable guinéen, de ces échanges d'environ un mois (du 24 novembre au 21 décembre 2022), dans un contexte dit de moralisation de la gestion publique, avec une l'écrasante majorité du peuple de Guinée écroulée sous le poids des mauvais choix politiques, économiques et financiers opérés par le CNRD.

Concernant les manifestations sur les voies publiques, pourtant consacrées par la charte de la transition, les lois de la République et les conventions, le Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG) estime, que le meilleur moyen d'éviter ce genre de manifestations, est de faire du consensus sans préjudice aux lois, de la transparence, de l'inclusion, de la coopération, de la justice équitable et de la gestion rationnelle des ressources comme éléments constitutifs de la conduite de la transition.

Par ailleurs, il convient de rappeler que le Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG), dans son élan de défendre les intérêts des Guinéens et son attachement profond aux valeurs démocratiques, n'a jamais cessé d'alerter, d'interpeller et de conseiller le CNRD à éviter de servir les ambitions subjectives à travers des postures contre productives qui à terme, ne pourront que conduire à la division et au désenchantement.

En conséquence, le Forum

des Forces Sociales de Guinée (FFSG) invite le CNRD, pendant qu'il est temps, à tirer les leçons de sa stratégie du "laisser passer de l'orage" des sommets de la CEDEAO jusque-là improductive à la réussite de la transition, pour enfin saisir l'opportunité qu'a offerte le dernier sommet de l'institution sous régionale à la Guinée avec la volonté des partenaires, notamment du G5, à accompagner un dialogue plus inclusif et constructif inter Guinéens, non seulement sur la gestion des différends issus de la conduite de la transition, mais aussi sur les modalités de financement, d'appui technique, de mise en œuvre et du suivi du Chronogramme qui serait tiré du véritable consensus.

Enfin, le Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG), tout en réitérant la disponibilité de ses organisations membres et l'expertise de ses partenaires et personnes ressources à œuvrer pour un véritable consensus national, invite l'ensemble des Guinéens et partenaires de la Guinée, conscients de la dangerosité de la situation dans laquelle le pays s'enfoncé et soucieux de la stabilité socioéconomique et politique du pays et de la sous-région, à se mobiliser dans leur diversité, dès après les fêtes de fin d'années, pour donner à la transition un contenu plus objectif, réaliste et favorable au bien-être collectif des Guinéens. », a écrit la **Coordination du FFSG**.

Kéfina Diakité

Lisez le journal
numérique sur le site

KéfinaFasso
www.kefinafasso.com

Notre site indépendant d'information tous azimuts.

CONAKRY

Arrestation d'un braqueur évadé d'une prison belge



Un Belgo-marocain de 27 ans, condamné en Belgique pour des attaques à main armée et qui s'était évadé d'une prison de Bruxelles en 2020, a été arrêté il y a une semaine à Conakry en Guinée, a annoncé vendredi 23 décembre la police belge. Ibrahim Akhlal intéresse aussi la justice néerlandaise car il est soupçonné d'avoir participé à un spectaculaire braquage d'or et de métaux précieux à Amsterdam en mai

2021, une attaque qui aurait été en bonne partie préparée depuis le sol belge.

En mars 2022, à la demande des autorités néerlandaises, la police belge avait lancé un avis de recherche diffusé à l'international ciblant ce délinquant originaire de Bruxelles.

Condamné à quatre reprises Il comptait parmi un quatuor de suspects encore en fuite après le braquage

d'Amsterdam au butin estimé à 14 millions d'euros (la plus grande partie a été récupérée).

Ibrahim Akhlal, qui s'était évadé de la prison bruxelloise de Saint-Gilles en mars 2020, a déjà «écopé au total de 21 ans de prison» en Belgique, selon la police fédérale. «Il a été condamné à quatre reprises pour plusieurs attaques à main armée», est-il précisé dans un communiqué.

Il a été interpellé dans la nuit du 16 au 17 décembre à Conakry par la police judiciaire guinéenne «alors qu'il se rendait en boîte de nuit», ajoute le communiqué. «Les ministères belges de l'Intérieur et de la Justice, ainsi que l'ambassade de Belgique à Conakry sont activement en contact avec leurs homologues guinéens, afin de procéder dans les meilleurs délais à l'extradition de l'ancien fugitif», indique encore la police.

AFP

Hommage au Ministre Ibrahima Soumah



Le Ministre Ibrahima Soumah était un de ces rares Guinéens qui servaient sa patrie au-delà de toute considération matérielle et subjective. Son livre «avenir de l'industrie minière» a été le déclic qui a réveillé en moi, le goût d'un champ de recherche, peu investi en Guinée ; la géopolitique des ressources minières. C'est dans ce livre que je découvre pour la première fois, la forte dimension géopolitique qui sous tendait le développement de l'industrie minière en Guinée. Ce déclic, je le lui dois. J'ai eu l'occasion de le

rencontrer à plusieurs reprises pour discuter de ce sujet, dans son bureau à l'immeuble «FRIA BASE». Le Ministre Ibrahima Soumah était ouvert et disponible, disposer à transmettre son savoir et son expérience aux jeunes et à tous ceux qui ambitionnent de s'investir dans la quête de connaissance.

Ce champ de recherche, pour lequel je lui dois la paternité épistémique en Guinée, me conduira à des recherches approfondies en Guinée et en France. Le livre que j'ai publié cette

année, et qui est un des aboutissements de cette quête de connaissance dans un domaine peu fouillé, le Ministre Ibrahima Soumah, en qualité de président de la collection industries extractives chez Harmattan Guinée, l'a apprécié, évalué sa pertinence et a plaidé pour sa publication. Au cours d'une de nos rencontres à l'occasion des 72h du livre, il me félicitera pour le modeste travail et la recherche accomplie dans un domaine qu'il estimait «sensible».

Le Ministre Ibrahima Soumah était un serviteur de la République, un homme humble, ouvert et passionné pour son travail. Il a su dépasser la fonction ministérielle, pour montrer combien de fois, il était possible de servir autrement sa patrie. La Guinée te pleure. A jamais dans nos cœurs.

Oumar Totia Barry

DADIS À PROPOS DE MARCEL

« Je n'avais pas tous les éléments qui prouvent qu'il était au stade »

La comparution du capitaine Moussa Dadis Camara, l'ancien chef de la junte du CNDD, a repris le lundi 19 décembre, devant le tribunal criminel de Dixinn délocalisé à la Cour d'appel de Conakry. L'ancien président de la Transition, interrogé par le procureur Algassimou Diallo, persiste à dire qu'il n'a aucun lien avec le massacre perpétré il y a 13 ans dans l'enceinte du stade de Conakry



La semaine dernière, invité à donner les noms des militaires qui s'étaient rendus au stade, Moussa Dadis Camara avait donné les noms d'Aboubacar Sidiki Diakité, son ancien aide de camp, et Moussa Tiégboro Camara. Mais il n'avait pas cité celui de son neveu et garde du corps, Marcel Guilavogui. Le lundi 19 décembre, le procureur l'a interrogé au sujet de cette omission. «Je n'avais pas tous les éléments qui prouvent qu'il était au stade», répond Moussa Dadis Camara

Au-delà, l'ancien président de la Transition continue à nier un quelconque lien avec les massacres perpétrés au stade. Ainsi, lance-t-il : «Je n'ai jamais envoyé les éléments au stade». Par ailleurs, il dit avoir œuvré pour que ce qui est arrivé ne se produise pas. Il rappelle à propos avoir sollicité les

chefs religieux pour convaincre les leaders de l'opposition de reporter la manifestation.

Si lui-même n'a aucun lien avec les événements, pourquoi n'a-t-il pas fait en sorte de faire arrêter les hommes qui s'y étaient rendus sans son autorisation, dont Aboubacar Sidiki Diakité ? A cette question du procureur, Moussa Dadis Camara répond : «J'avais pris la décision de l'arrêter. Mais ce jour, il n'est pas venu. Le 2ème jour, il était armé jusqu'aux dents. Donc, j'ai pris la décision de saisir la communauté internationale pour venir jouer le rôle de la justice. Et du moment que j'avais pris cette décision, je ne pouvais plus arrêter quelqu'un, parce que cela revenait à me rendre justice».

Mamadou Saidou Barry

Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

PROCÈS DU 28 SEPTEMBRE 2009

Dadis justifie son soutien à Alpha Condé lors des différentes élections

Le mardi 20 décembre 2022, Moussa Dadis Camara, l'ancien président de la transition CNDD, a justifié à la barre du tribunal criminel de Dixinn délocalisé à la cour d'appel de Conakry son soutien au professeur Alpha Condé lors des différentes élections.



« Je ne suis pas un maudit, je suis loin d'un maudit. Tout ce que le président Alpha a fait dans ce pays, la Guinée forestière était la seule région où il y a eu une guerre

communautaire (...) Je l'ai soutenu dans le but de ne pas créer la zizanie, de ne pas opposer mes parents en Guinée forestière, autrement j'étais pris en otage. Mes propres parents

sont venus me voir : que vous le voulez oui ou non, Monsieur Alpha va gagner les élections. Pendant ce temps, les Guerzés, les Konias, je suis un trait d'union. Moi, je vais rester

à Ouagadougou prendre une position, je ne pouvais pas, c'est comme une forme d'esclavage... En 2015, j'ai fini par me déchaîner, me déchaîner comment? C'est vous qui ne connaissez pas le capitaine Dadis. En 2015, j'ai jugé nécessaire de venir en Guinée. Je savais que si je venais, j'irai directement en prison même si je mourais à la prison civile parce que mes parents étaient dans une grande souffrance. C'est pour cette raison en 2015, je ne l'ai pas soutenu. Chaque fois qu'on le soutenait, c'était des fausses promesses, le lendemain ce sont les Konians et les Guerzés qui s'entredéchirent. », a

répondu l'accusé Moussa Dadis Camara à une question posée par Me Amadou DS Bah, un des avocats de la partie civile. Et pour ce qui est du soutien qu'il aurait apporté au candidat du RPG Arc-en-ciel en 2020, le natif de Koulé a dit ceci : « Moi, je ne suis pas un homme fou, quand il a envoyé les Grandes Gueules pour me voir, j'ai dit où est la constitution ? Je ne peux pas soutenir sans constitution et c'est là où d'ailleurs j'ai dit le mot, vouloir le faire, je suis un ancien président, ce serait de mettre de l'huile sur le feu. »

Kèfina Diakité

CONCLUSIONS DU CADRE DE DIALOGUE

Dr Bernard Goumou tend la main à nouveau à la Troïka

Les conclusions du cadre de dialogue inter-guinéen ont été remises le mercredi 21 décembre 2022, au président de la transition. À l'occasion, le Premier ministre, Dr Bernard Goumou, a réitéré la main tendue des autorités de la transition à ceux qui hésitent encore.

Bernard Goumou affirme que la politique de la main tendue sera toujours maintenue durant tout le processus afin d'y associer tous les acteurs encore, dit-il, hésitants dans ce dialogue. « Les acteurs rencontrés ont manifesté dans la courtoisie leur intérêt à intégrer le cadre de dialogue. Dans le but de conserver le caractère inclusif de leur démarche, la politique de la main tendue sera maintenue, durant tout le processus afin d'y associer tous les acteurs encore hésitants dans ce dialogue », estime

le chef du gouvernement.

À compter de ce jour, affirme Bernard Goumou, notre attention sera portée sur les possibilités de mise en œuvre des recommandations du cadre de dialogue pour une transition apaisée et réussie. « Parmi ces recommandations, celles portant sur la mise en place de l'opérationnalisation d'un comité permanent de suivi-évaluation de résolution, du cadre de dialogue inclusif inter-guinéen, s'avèrent primordiales et urgentes pour conforter le processus et rassurer les facilitatrices »

Par ailleurs, le Premier ministre rappelle que l'objectif final du rapport du cadre de dialogue inclusif est de débattre pour une bonne fois le processus de



formalisation des institutions afin de doter la Guinée d'une stabilité durable pour sortir de la transition. Bernard Goumou mentionne que le dialogue s'inscrit en droite ligne avec l'article 77 de la charte de la transition et en respect

de l'accord entériné par le 62ème sommet des chefs d'État de la CEDEAO, sur la transition, sa durée et ses chronogrammes.

« Le cadre de dialogue est la démonstration que les Guinéens détiennent les capacités interminables pour la résolution de leurs

différents de manière apaisée, inclusive, constructive en proposant des solutions respectueuses des lois nationales afin que seul l'intérêt de la nation soit devant », a-t-il conclu.

Mamadou Saidou

DAN MILLMAN

«Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien.»

AVION RÉCEPTIONNÉ PAR LE COLONEL DOUMBOUYA

La réaction de Sékou Koundouno du FNDC dissous

Dans une tribune publiée dans la presse, Sékou Koundouno, responsable des stratégies et planification du FNDC dissous, s'est posé un certain nombre de questions sur les conditions d'acquisition d'un avion par la Guinée.



« Les Guinéens ne cesseront jamais d'étonner, et pourtant le peuple devrait être exigeant à l'égard de ses dirigeants, c'est en cela qu'il acquiert le respect. Il n'est pas mal en soi de se réjouir de ce que les dirigeants peuvent faire pour le pays.

Mais en tant que citoyens, vous devriez avoir de l'œil sur la gouvernance de vos dirigeants. C'est un droit constitutionnel et un devoir républicain de contrôler l'action publique et d'obliger cette même puissance à nous rendre compte. Mais les gens pensent, désormais, que quand ceux qui sont au sommet de l'État, font des acquisitions, qu'il faut les remercier, les vénérer, les louer comme si cela venait de leurs propres poches. Or, ils n'ont puisé que dans les caisses de l'État parfois de façon illégale sans aucune procédure normale et légale.

À cet effet, concernant l'achat de ce fameux avion dont les photos circulent ces derniers temps, plusieurs questions méritent d'être posées. Des questions légitimes que tout bon citoyen devrait se poser.

Parmi toutes ces questions, c'est de savoir quelle a été la procédure d'acquisition de cet avion ? Cette question est d'autant légitime que la question de savoir le montant réel de son acquisition.

Sinon la procédure est claire, pour qu'un gouvernement fasse une acquisition de telle envergure, il faut rendre l'acte officiel.

L'Assemblée nationale, devrait être saisie. Tout comme les projets de prêts qui sont présentés devant les conseillers, il en devrait être ainsi pour cette acquisition.

De même, pour une question de transparence, le gouvernement pourrait lancer un appel d'offre à l'issue duquel, une entreprise de vente doit être recrutée. Après les transactions, le produit est rendu public. Ce sont autant de critères de transparence qui ont manqué à l'achat de cet avion qui suscitent moult interrogations. Pourquoi la nébuleuse du CNRD n'a pas procédé par des voies de transparence ? Qu'est-ce qui se cacherait derrière ce mépris pour la procédure normale ?

Il faudrait encore s'interroger sur le montant d'acquisition de cet avion. C'est où son origine ? Est-ce un prêt au nom de l'État ? Ou bien c'est de l'argent pris dans le trésor ? Comment et pourquoi ?

Et concernant également l'avion, acquérir un vol figuré comme propre, pour le coût, faites le constat au niveau du numéro de série (tail number) pour s'en apercevoir. Il est unique et alphanumérique entre 2 et 6 caractères. Les avions aux USA commencent tous avec N par exemple. Trouvez le tail number et vous aurez la réponse à plusieurs de vos questions...il est certainement pas neuf cet appareil sur la photo... », a écrit Sékou Koundouno, responsable des stratégies et planification du FNDC dissous.

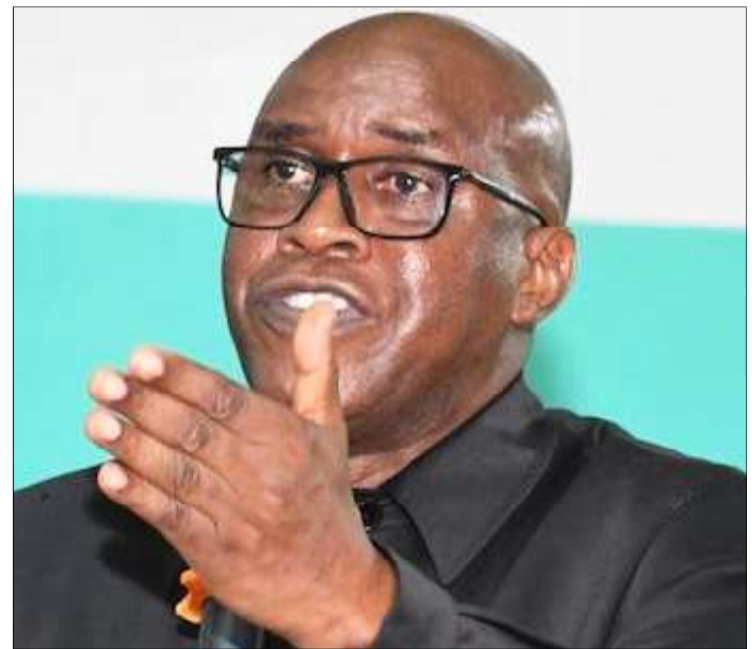
Il faut dire face au tollé suscité par cette acquisition, le gouvernement, à travers un de ses ministres, a dû faire une sortie pour préciser qu'il ne s'agit ni d'achat, ni de don encore moins d'un prêt. Affaire à suivre...

Kèfina Diakité

ORGANISATIONS SOCIALES

Ce que Fodé Oussou Fofana de l'UFDG demande aux coordinations régionales

Dr Fodé Oussou Fofana, le vice-président de l'UFDG, a mis à profit l'assemblée générale du parti qui s'est tenue le samedi 24 décembre 2022 à son siège national pour envoyer un message aux différentes coordinations régionales de notre pays.



Devant les cadres et militants du parti dirigé par Cellou Dalein Diallo, Dr Fodé Oussou Fofana, a tenu à féliciter la coordination Fulbhè Haali Pular qui a inauguré le vendredi dernier la maison du Fouta, à Conakry.

Il a par la suite invité les autres coordinations à emboîter le pas à la coordination Haali Pular. Il a toutefois rappelé que les coordinations nationales ne doivent pas se mêler de la politique. « Il y a eu hier, l'inauguration de la maison Baaba, organisée par la coordination Haali Pular. Nous félicitons et nous disons que toutes les prières soient acceptées pour le pays. Nous invitons toutes les coordinations à faire comme Haali Pular...Ce que nous attendons des coordinations, ce n'est pas leur implication dans la politique. Les coordinations ne doivent pas s'impliquer dans la politique. Les coordinations doivent être des institutions de relais

pour instaurer la paix, le dialogue, l'entente dans le pays. C'est ce que nous attendons », a fait savoir Fodé Oussou Fofana à l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFDG, le parti de Cellou Dalein Diallo. Selon lui, l'UFDG n'est pas un parti qui collabore ou qui a des liens avec une coordination.

Force est de reconnaître que ces dernières années, pour des raisons évidentes, les quatre coordinations régionales que compte notre pays sont souvent accusées de s'immiscer dans le débat politique si elles ne prennent pas fait et cause pour un leader politique ou un parti politique, avec toutes les conséquences que cela comporte. Une situation qui devrait interpeller tous les Guinéens. A un moment donné, des voix plus ou moins autorisées se sont élevées pour demander la dissolution pure et simple de ces coordinations régionales.

Kèfina Diakité

PROJET DE BUDGET DE LA DÉFENSE NATIONALE

Le ministre Aboubacar Sidiki Camara face aux Conseillers nationaux

Le vendredi 23 décembre, le ministre de la Défense Nationale, le Général à la retraite, Aboubacar Sidiki Camara "Idi Amin" étaient devant les conseillers nationaux (CNT) pour défendre le projet de budget de son département, dont l'importance n'est plus à démontrer.

« Le département de la Défense nationale a pour mission principale, la mise en œuvre de la politique du gouvernement guinéen en matière de défense nationale. A ce titre, le département est chargé de veiller à la garantie de la défense et de l'intégrité nationale contre toute forme d'agression, défendre et sauvegarder les institutions de la République, veiller à la protection des personnes et de leurs biens ; Veiller à la défense des intérêts vitaux de la nation guinéenne ; Veiller à la sauvegarde de la défense des espaces aériens et maritimes du territoire national ; Veiller à la bonne gestion du patrimoine du département ainsi que de son armée. », a indiqué le Général à la retraite, Aboubacar Sidiki Camara "Idi Amin". Abordant le volet projet de budget alloué à son département, le ministre de la Défense nationale a dit ceci : « Vous me permettrez de vous décliner le projet du budget du Ministère de la Défense



Nationale exercice 2023 en fonction des perspectives qui seront justifiées au niveau des différents titres. Ce projet de budget que représentent les besoins financiers légèrement diminué à la baisse se chiffre à 4 mille 356 milliards 57 millions 987 mille 145 francs

guinéens. Et se décompose comme suit :

Titre 2 : Dépense de personnel 2 950 milliards GNF ; Titre 3 : Dépense et bien de service : 260 milliards 164 millions 755 mille 146 francs guinéens ; Titre 4 : Dépense de transfert : 298 milliards 846

millions 821 mille francs guinéens ; Dépense d'investissement : 846 milliards 946 millions 411 mille francs guinéens. Ce qui fait un total de 4 mille 356 milliards 57 millions 987 mille 145 francs guinéens. A l'analyse de ce projet du budget, il ressort des argumentaires ci-après :
-Au niveau du titre 2 : Dépense de personnel : Ce montant du titre 2 se décompose comme suit : Salaire indiciaire des militaires, prime de fonction militaire, salaire de nos experts, indemnité diverses militaires, salaire des détachés de défense militaires guinéens auprès des pays amis, l'alimentation de la troupe, l'habillement et différentes pièces d'uniforme. L'augmentation des crédits du titre 2 se justifie par le glissement catégoriel annuel.

-Au titre 3 : Dépense de biens et services qui se décomposent comme suit : Achat de fourniture et biens courants, achat de fourniture de biens spécifiques, achat de

fourniture de services, achat de carburant et lubrifiant, frais de déplacement, frais de représentation et manifestation, frais d'entretien et réparation des engins, dépenses diverses.

-Au titre 4 : Dépenses de transfert qui comprend : transfert courant aux organismes internationaux auxquels nous sommes affiliés, transfert aux ménages et autres transferts

-Au titre 5 : Dépenses d'investissement. En ce qui concerne les investissements, le Ministère de la Défense nationale a adopté un programme d'investissement qui intègre l'achèvement des travaux de construction des infrastructures militaires et équipement des forces... »

Depuis quelques jours, les différents ministres du gouvernement Goumou se sont relayés à l'Hémicycle pour défendre leurs projets de budget devant les conseillers nationaux.

Kéfina Diakité

PROJET SIMANDOU

Un nouveau partenaire chinois pour renforcer l'accord-cadre

Le 22 décembre dernier, l'on a procédé à la signature d'un accord commercial (term sheet), qui permet aux partenaires d'enclencher le processus de financement du projet Simandou estimé à environ 15 milliards de dollars.

« Le mégaprojet du minerai de fer de classe mondiale du Simandou, sous le leadership du Président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, franchit une nouvelle étape importante avec la signature le 22 décembre dernier d'un accord commercial (term sheet), qui permet aux partenaires d'enclencher le processus de financement du projet estimé à environ 15 milliards de dollars. L'accord-cadre se renforce ainsi avec la participation du géant chinois, acteur de premier plan mondial de la sidérurgie, Baowu Steel, dont l'arrivée autour des tables de négociations a été saluée par le Président du Comité de pilotage et toutes les parties prenantes.

C'est une phase très

importante après la création de la co-entreprise, la Compagnie transguinéenne (CTG), qui permettra aux partenaires industriels de lever tous les financements nécessaires au projet.

Dans le term sheet, tous les acquis de l'accord-cadre signé le 25 mars 2022 et dans les statuts de la co-entreprise sont maintenus dans l'intérêt de la Guinée mais également dans celui des partenaires industriels.

Pour la Guinée, il s'agit de la participation gratuite et non diluée au capital du chemin de fer et du port à hauteur de 15% ; la préservation et le respect du contenu local et un des objectifs clés est de mettre en œuvre des relations commerciales à long terme et durables afin que les

entreprises locales participent et bénéficient davantage du projet ; le transfert de technologie, de savoir-faire et de compétences aux nationaux qui à leur tour pourront en former d'autres. Les Guinéens auront ainsi les compétences nécessaires pour occuper des postes de direction et de gestion, de sorte qu'il y ait un nombre croissant de nationaux qualifiés pour assurer et gérer l'exploitation des infrastructures pendant la phase d'exploitation et après leur remise à l'État, conformément aux conventions pertinentes. En somme tous les acquis de l'accord-cadre dont les différents emplois restent actuels.

Enfin, puisqu'il est dans

l'intérêt de l'Etat guinéen et des Partenaires industriels que la construction et la mise en service du Projet soient achevées le plus tôt possible, en application de l'Accord-cadre, les parties prenantes se sont accordées sur le fait que CTG (à travers WCS PortCo, WCS RailCo, Simfer InfraCo Guinée) devra achever la construction de l'infrastructure au plus tard le 31 décembre 2024, avec une mise en exploitation de celle-ci au plus tard le 13 mars 2025.

Ces délais pourront par ailleurs être augmentés pour des faits attribuables et avérés

à l'Etat, ses démembrements ou ses autorités de régulation.

En tout état de cause, les partenaires du projet ont convenu de mettre en œuvre un contrôle strict de l'avancement du projet, avec des calendriers détaillés et des étapes intermédiaires fournissant la base pour un meilleur suivi des activités afin de réduire tout risque de retard », a écrit la Direction de la Communication et de l'Information de la Présidence de la République.

Une synthèse de Kéfina Diakité

Lire L'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

AGE LIMITE FIXÉ À 75 ANS POUR LES PROCHAINES ÉLECTIONS

« La formulation nous nous conforte »

(Lansana Kouyaté, PEDN)

L'ancien Premier ministre et leader du Parti de l'espoir pour le développement national (PEDN) est globalement satisfait des conclusions du cadre du dialogue inclusif inter-guinéen dont le rapport final a été remis au président de la Transition, le mercredi 21 décembre. En particulier, Lansana Kouyaté ne trouve rien à redire par rapport à la limitation de l'âge des candidats à la prochaine présidentielle à 75 ans.

A la question de savoir si la limitation de l'âge pour la candidature à la présidentielle ne lui posait pas de problème, Lansana Kouyaté répond instantanément : « Non, pas du tout. La formulation qui a été faite nous conforte. D'abord, en 2024, je n'aurai pas encore 75 ans ». Et même pour ceux qui seraient plus âgés que lui, il y a selon lui un petit aménagement qui est prévu. « Même ceux qui ont 75 ans en 2024, on leur permet de continuer. Je ne dis pas mieux », fait-il remarquer.

Au-delà de ce point précis, l'ancien Premier ministre se satisfait des résultats du dialogue piloté par l'équipe de Dr. Makalé Traoré. « On ne va pas à une négociation

pour n'avoir que ce qu'on veut ou pour perdre tout. C'est du donnant-donnant, chacun gagne et on arrondit les angles. Les négociations sont difficiles et aller en pensant qu'on va ramasser tout, c'est impossible », souligne-t-il tout d'abord. Sur ce, il invite les uns et les autres, à la fois du côté des autorités et de celui des partis politiques et de la société civile, « à mettre, chacun, son ego de côté au profit du seul destin de la Guinée » a-t-il indiqué. Lansana Kouyaté dit qu'en allant au dialogue, il avait en vue l'espoir que celui-ci aiderait à exaucer son « souhait ardent de la paix et de la stabilité pour notre pays ».

Mamadou Saidou Barry



MOHAMED NABÉ, PRÉSIDENT DE L'ARP

« Nous avons créé le parti pour conquérir le pouvoir... »

Dans une interview accordée à Guineenews, Mohamed Nabé, le président l'Alliance pour le Renouveau et le Progrès (ARP) est revenu entre autres sur les raisons qui l'ont poussé à descendre dans l'arène politique, l'ambition de son parti et a donné son avis sur la situation politique actuelle de la Guinée.



« L'Alliance pour le Renouveau et le Progrès (ARP) est un parti politique qui a été créé il ya seulement un an en Guinée. À quelques mois de sa création,

en tant que président, j'ai fait 7 mois de tournée à l'intérieur du pays sur l'implantation du parti dans 20 des 33 préfectures de la Guinée. A

Conakry, nous sommes représentés dans 79 sur les 139 quartiers. Après les villes de l'intérieur et Conakry, j'ai entamé une tournée à l'international pour marquer notre existence. Nous avons notre siège qui se trouve à Yimbaya. », a précisé Mohamed Nabé. A nos confrères de Guineenews, il a donné les motifs de la création de l'ARP en ces termes : « Nous avons créé le parti pour conquérir le pouvoir. Ce n'est pas pour un but de positionnement comme le font d'autres partis qui sont créés ici dans le but d'avoir une position administrative, et puis après le parti est mort. Nous avons une autre vision de la politique, c'est la conquête du pouvoir car c'est l'essence de la création d'un parti politique. Quand j'ai créé le parti, nous l'avons implanté d'abord car

nous avons estimé faire trop de communication sur un parti qui n'existe que de façon administrative ou de nom comme c'est le cas souvent chez nous, n'est pas une meilleure chose. » Parlant de la position de l'ARP sur le dialogue inter guinéen, Mohamed Nabé dira ceci : « Ma position par rapport à la situation politique actuelle et surtout au cadre de dialogue, j'ai toujours souhaité qu'il y ait le dialogue dans ce pays parce que c'est une très bonne chose. Les Guinéens doivent se parler, ce qui a été toujours ma position. Je voudrais que ce dialogue soit beaucoup plus inclusif. Mais, il faut reconnaître que quand il ya conflit entre deux camps, il faut qu'ils acceptent de faire des concessions de part et d'autres. Donc, le gouvernement doit faire des

concessions, de mettre tout le monde autour de la table de négociation pour discuter des problèmes de la Guinée mais aussi en Guinée. Il faut qu'on apprenne à résoudre nos problèmes et ne plus accepter qu'à chaque fois qu'il ya un conflit, on fait appel à un médiateur international pour résoudre nos problèmes; Il faut que cela cesse pour l'avancement de notre démocratie. Nous n'avons pas participé au cadre de dialogue pour la simple raison que le gouvernement a invité les coalitions des partis politiques et non les partis politiques individuellement pris. Vu que nous ne sommes dans aucune coalition, nous n'avons pas participé. Et d'ailleurs, nous sommes sur la création d'une coalition politique dont 8 partis politiques prendront part. Nous avons décidé de nous mettre ensemble pour la création qui va naître bientôt parce que nous nous sommes dit au lieu d'aller dans une autre coalition et se faire diluer pourquoi ne pas créer la notre. La convention est déjà faite et la signature est prévue pour bientôt. »

Une synthèse
de Kéfina Diakité

Mali

Des groupes armés suspendent leur participation à l'accord de paix d'Alger



La quasi-totalité des groupes armés maliens signataires d'un important accord de paix au Mali en 2015, dont l'ex-rébellion touareg, ont suspendu jeudi leur participation à cet accord, arguant de « l'absence persistante de volonté politique » de la junte au pouvoir de le maintenir.

La Coordination des

Mouvements de l'Azawad (CMA), une alliance de groupes à dominante touareg avec aussi une composante arabe qui a combattu l'Etat malien avant de signer avec lui l'accord de paix dit d'Alger en 2015, ainsi que la quasi-totalité des groupes armés signataires dont le Gatia, pro-Bamako, « ont décidé à l'unanimité de la

suspension de leur participation au sein des mécanismes de suivi et de mise en œuvre » de cet accord.

Cette décision prend effet « jusqu'à la tenue d'une réunion avec la médiation internationale en terrain neutre, afin de statuer sur l'avenir dudit Accord », ajoute-t-elle

dans un communiqué.

Les groupes armés ont « unanimement regretté l'absence de volonté politique des autorités de transition à appliquer l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali » et « l'inertie de celles-ci face aux défis sécuritaires ayant occasionné des centaines de morts et de déplacés » dans les régions de Ménaka, Gao et de Tombouctou.

Ils ont par ailleurs lancé « un appel pressant » aux organisations humanitaires pour aider les populations en détresse dans ces régions. Le 9 décembre, la CMA avait déjà dénoncé dans un communiqué la « déliquescence » de l'accord d'Alger et appelé ses garants internationaux à « éviter une rupture

définitive » entre ses parties.

Le Mali a été le théâtre de deux coups d'Etat militaires en août 2020 et en mai 2021. Le gouvernement a adopté un calendrier de transition devant permettre un retour des civils au pouvoir en mars 2024. La crise politique va de pair avec une grave crise sécuritaire en cours depuis le déclenchement, en 2012, d'insurrections indépendantiste et jihadiste dans le nord.

L'ex-rébellion indépendantiste avait cessé ses combats avec l'accord de paix de 2015. Les jihadistes continuent, eux, de combattre l'armée malienne et leurs violences se sont propagées au centre du Mali, ainsi qu'au Burkina Faso et au Niger voisins.

AFP

PRIX HADIATOU SOW

Deux journalistes de l'intérieur parmi les lauréates de la 7ème édition

Un hôtel de Conakry a servi de cadre le vendredi 23 décembre 2022 à la cérémonie de remise du Prix Hadiatou Sow, qui récompense uniquement les femmes des médias. C'était en présence de plusieurs personnalités de la presse privée et publique. C'est un événement organisé par l'Alliance Femmes et Médias (AFEM).

Il faut rappeler que pour cette 7ème édition, les productions ont été orientées sur le procès des événements du 28 septembre, pour toutes les catégories de médias:

presse écrite, radio, télé, presse en ligne, les photographes, les techniciennes télé. Au départ, il y avait 33 candidates. A l'arrivée, ce sont quatre journalistes qui ont été récompensées, à savoir Agnès Vacille Fofana, correspondante Djoma Tv à N'Zérékoré (prix du meilleur reportage télé); Makan Soumaoro, journaliste Espace Forêt (prix de meilleure reportage radio); Adama Hawa Bah, journaliste du quotidien électronique Guinée 360.com

(catégorie presse en ligne) et Mariam Diallo, étudiante en licence 4 Journalisme, de l'Institut supérieur de l'information et de la communication (ISIC) de Kountia et stagiaire au groupe Lynx/Lance (catégorie presse écrite).

Parmi les membres du jury, l'on peut citer notamment Amadou Diallo (ancien correspondant de la BBC en Guinée) et Ibrahima Sory Traoré (DG de N'Dimba FM).

« Nous avons été très rigoureux sur la question du genre journalistique.

Les candidates ont proposé des angles accrocheurs, pertinents mais dans le traitement il y a eu des lacunes, des mélanges ou des productions pratiquement en hors sujet. Et pour la plupart des sujets nous n'avons pas reçu de lancement. Sur une notation de 10, la plus

haute note était sur 7/10, suivie de 6/10 », a fait remarquer le doyen Amadou Diallo, ancien de la BBC. Comme on peut bien le constater, deux journalistes évoluant à l'intérieur du pays ont été parmi les lauréates de cette 7ème édition.

Kèfina Diakité

*Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu*